



5^{ème} Sommet des Chefs de police des Nations Unies

New York, 08.07.2026

Mission Permanente de la Suisse auprès des Nations Unies

Monsieur le Conseiller de Police,

La réduction de la présence des Nations Unies sur le terrain s'est déroulée alors que les besoins augmentent. Moins de moyens, c'est aussi moins de casques bleus auprès des populations locales et de nos collègues des pays hôtes pour les accompagner vers un retour à la paix. Malgré ces retraits, il y a toujours des volontaires prêts à quitter le confort de leur foyer afin de s'engager pour la paix. C'est à eux que la Suisse souhaiterait adresser de chaleureux remerciements, Nos pensées vont à toutes celles et ceux qui ont perdu la vie ou qui ont été blessés dans l'exercice de leur mandat.

Plus d'une centaine de conflits sont actifs à ce jour et, dans de nombreux cas, des **activités criminelles** s'y développent, parfois elles en sont même la cause. Nous ne pouvons pas ignorer leur croissance car cela finit par entretenir l'instabilité. Le soutien international à la résolution des conflits doit les prendre en compte, ainsi que leurs ramifications et relais à l'étranger car, qu'il s'agisse de trafic d'armes, de stupéfiants ou d'êtres humains, la criminalité organisée ne se cantonne jamais à un seul pays, mais se répand au-delà des frontières et des océans.

Ces défis nous rappellent également que le retour à une paix durable ne peut pas se limiter à la fin des violences. Il nécessite de reconstruire la confiance entre les populations et les institutions, de renforcer l'État de droit et de créer les conditions d'une **stabilité durable**. Les composantes de police des opérations de paix jouent un rôle essentiel dans cet effort, en contribuant à la protection des populations civiles et au renforcement des institutions nationales.

La crise financière que traverse les institutions internationales représente aussi un appel à une plus grande souplesse d'engagement et à trouver des nouveaux partenariats. La **coopération et la mise en commun de certaines capacités**, comme nous le faisons dans un pays décentralisé tel que le nôtre, offrent des pistes à explorer. Nous développons tous des réponses aux défis que nos policières et policiers rencontrent chaque jour dans nos pays respectifs, les partager, avec le souci des spécificités locales, est un gain de temps et de moyens financiers.

Nous restons attachés à un modèle de police qui s'appuie sur un cadre légal solide au service de l'intérêt public dans le respect des principes de nécessité et de proportionnalité. Face aux défis émergents comme la **répression transnationale**, il est important de mettre en place ensemble des garanties juridiques et institutionnelles robustes afin d'empêcher l'utilisation détournée de la coopération internationale à des fins de persécution. Une telle dérive mettrait en péril le fruit de nombreuses années passées à construire des ponts entre nos pays. La police doit être un instrument de protection des droits de chacun, pas une entrave à ceux-ci.

Monsieur le Conseiller de Police,

En conclusion, nous voudrions rappeler notre soutien à la coopération transfrontalière qui est essentielle pour un retour à une paix durable. L'instabilité, comme la criminalité, ne reconnaît aucune barrière, aucun poste de contrôle. La sécurité de nos villes et campagnes passe par un effort coordonné, tant dans le travail quotidien de nos forces de police que sous le casque bleu déployé dans une zone de conflit.

Je vous remercie.

Mr. Police Adviser,

The reduction in the United Nations' presence on the ground has taken place at a time when needs are increasing. Fewer resources also mean fewer peacekeepers working alongside local communities and our colleagues in host countries to help them return to peace. Despite these withdrawals, there are still volunteers willing to leave the comfort of their homes to work for peace. It is to them that Switzerland would like to extend its heartfelt thanks. Our thoughts go out to all those who have lost their lives or been injured in the line of duty.

More than a hundred conflicts are currently active, and in many cases, **criminal activities** are on the rise—sometimes even serving as the root cause of these conflicts. We cannot ignore their growth, as this ultimately fuels instability. International support for conflict resolution must take these factors into account, along with their ramifications and networks abroad; for whether it involves arms trafficking, drug trafficking, or human trafficking, organized crime is never confined to a single country but spreads across borders and oceans.

These challenges also remind us that a return to lasting peace cannot be limited to the end of violence. It requires rebuilding trust between populations and institutions, strengthening the rule of law, and creating the conditions for **lasting stability**. The police components of peace operations play an essential role in this effort by helping to protect civilian populations and strengthen national institutions.

The financial crisis facing international institutions also calls for greater flexibility in our engagement and for the establishment of new partnerships. **Cooperation and the pooling of certain capabilities**—as we do in a decentralized country such as ours—offer avenues worth exploring. We are all developing responses to the challenges our police officers face every day in our respective countries; sharing these responses, while taking local specificities into account, saves time and financial resources.

We remain committed to a policing model grounded in a solid legal framework that serves the public interest while respecting the principles of necessity and proportionality. In the face of emerging challenges such as **transnational repression**, it is important that we work together to establish robust legal and institutional safeguards to prevent the misuse of international cooperation for the purpose of persecution. Such an abuse would jeopardize the fruits of many years spent building bridges between our countries. The police must be an instrument for protecting everyone's rights, not an obstacle to them.

Mr. Police Adviser,

In conclusion, we would like to reiterate our support for cross-border cooperation, which is essential for a return to lasting peace. Instability, like crime, recognizes no borders or checkpoints. The security of our cities and rural areas depends on a coordinated effort, both in the daily work of our police forces and among the peacekeepers deployed in conflict zones.

Thank you for your attention.